

AG 27/3/2024 - Rapport moral

Il y a quelques jours, lors du débat qui a suivi la projection du documentaire « Territoires à vivreS », un participant a déploré que nous ne soyons qu'une soixantaine de personnes ce soir-là, sur une ville de 20 000 habitants, pour échanger et débattre de ce sujet si important, alors même que la colère du monde agricole explosait et envahissait l'espace public et médiatique, la coopération sur un territoire entre paysans et citoyens pour promouvoir l'accès à une nourriture de qualité accessible à tous, et s'est demandé que faire pour mobiliser plus de gens sur ces enjeux.

Ce nombre de participants est celui que l'on observe sur la quasi-totalité des débats que nous proposons à propos d'enjeux de société tout aussi importants tels que le vieillissement de la population et l'entrée dans le grand âge, le réchauffement climatique, l'accès à l'eau ou, encore, la surexposition aux écrans et l'usage des réseaux sociaux, ou, plutôt, leur mésusage devrais-je dire, pour ne citer que les thèmes que nous avons abordés en 2023.

La question posée par ce participant, qui est au cœur de la raison d'être de Carrefour des Citoyens, me taraude depuis de longues années. Elle situe le problème sur un triple plan : celui de la pertinence des sujets que l'on propose à la réflexion et au débat, celui de l'intérêt que portent nos concitoyens à ces sujets, celui de la pertinence de mesurer l'impact de notre action à l'aune du nombre de participants à nos débats. Posée différemment, la question pourrait être: quel est le sens de la présence de Carrefour des Citoyens sur notre territoire et son action a-t-elle un intérêt ?

Ainsi posée, la question renvoie à notre petite plaquette de communication dans laquelle, ambitionnant d'être un *remue-méninges participatif*, promouvant une *citoyenneté active*, Carrefour des Citoyens se propose d'être un *espace d'informations et de réflexions sur les questions de société* afin que chacun puisse être un acteur avisé, un citoyen engagé sur son territoire, acteur de solidarité et de dignité humaine.

Je vous propose de nous arrêter un instant sur chacune des trois dimensions de la question de notre participant.

En premier lieu, les thématiques que nous proposons à la réflexion et aux débats, comme celles que j'ai citées précédemment concernant nos événements organisés en 2023, ou celles que nous proposons pour 2024, que nous présenterons à la fin du rapport d'activité, relèvent bien de ces questions de société dans le sens où elles portent des enjeux majeurs quant à la vision du monde que nous voulons et celui que nous allons laisser à nos enfants.

En second lieu, à propos de l'intérêt que portent nos concitoyens à ces sujets, il nous faut revenir, un instant, sur la réflexion que nous vous proposons de partager lors d'une précédente Assemblée Générale, voici deux ans presque jour pour jour, à propos du *sens d'être citoyen* aujourd'hui. Rattachant cette interrogation à la notion de démocratie, nous faisons le constat que ce modèle d'organisation de notre société perdait du terrain et faisait l'objet de plusieurs menaces, qui sont à corréliser les unes aux autres :

- Au plan géopolitique, d'abord, la progression inexorable des régimes autoritaires ou totalitaires qui font du combat contre la démocratie leur principal cheval de bataille.
- Au plan intérieur, ensuite, le développement de comportements d'évitement, de défiance croissante à l'égard des institutions publiques et de leurs représentants, de replis sur des sphères privées, identitaires ou communautaires.

- La prévalence, enfin, accordée aux intérêts privés au détriment de l'intérêt général que l'on retrouve aussi au plan des politiques publiques, économiques, sociales ou fiscales, qui, forgées à l'aune du néo-libéralisme, cèdent trop souvent aux sirènes du clientélisme ou aux pressions des lobbys. Elles sont, ainsi, plus promptes à favoriser les intérêts de quelques-uns au détriment du plus grand nombre, comme l'a montré, dernièrement, l'abandon du plan Ecophyto au profit des grands producteurs céréaliers contre l'intérêt des paysans, de leur santé et de celle de l'ensemble de la population.

Ces choix politiques génèrent des dérives qui affectent gravement le lien social et ruinent le sentiment d'appartenance qui fait que des citoyens se reconnaissent comme membres d'une communauté. Elles favorisent le chacun pour soi, nourrissent le sentiment de méfiance des individus les uns envers les autres là où devraient se développer l'entraide et la coopération, suscitent le recours à la violence comme mode privilégié de traitement des tensions sociales là où devraient s'exercer le dialogue et la concertation. Elles font le lit du populisme, ce mouvement qui, s'appuyant sur les classes populaires et fondé sur la critique du système et de ses représentants, fait florès dans de nombreux pays, dont le nôtre, et ouvre la voie à des reprises en main autoritaires et totalisantes portées par des politiques extrémistes.

On trouve là les racines de ce mouvement observé de désintérêt, pour ne pas dire de retrait, manifesté par nos concitoyens vis à vis de la *res publica*, cette expression latine qui signifie la chose publique ou le bien public, d'où vient le mot République auquel nous sommes si attachés. Ce mouvement trouve un écho dans l'attitude de plus en plus répandue de la part de responsables politiques, au plan national comme au plan local, de désengagement vis à vis de la solidarité et de la défense des biens communs, remettant en cause, de ce fait, le fameux *contrat social* issu du Conseil National de la Résistance qui, au lendemain de la dernière guerre, a posé les fondements de ce qui allait devenir notre constitution.

En troisième lieu, est-il pertinent de mesurer l'impact de notre action à l'aune du nombre de participants à nos débats ? Évidemment, considéré sous un angle strictement arithmétique, on serait tenté de se demander à quoi bon dépenser toute cette énergie si aussi peu de personnes à s'intéressent à ces sujets.

L'arithmétique n'est, toutefois, pas le seul instrument de mesure et peut-être pas le plus à même pour mesurer l'intérêt de notre action. Il faut, pour cela, la rapporter à cette multitude

d'initiatives alternatives, d'expérimentations d'autres rapports de production de biens et de services, d'autres façons de consommer, plus sobres et respectueuses de l'environnement et du vivant, d'autres façons de concevoir le vivre ensemble, plus collaboratives, coopératives, qui émergent sur l'ensemble du territoire et au-delà. Il faut aussi considérer l'enthousiasme ressenti à croiser sur notre chemin, au hasard de nos conférences et de nos débats, des hommes et des femmes engagées dans ce combat pour la *fabrique d'un monde nouveau* pour faire écho à cet essai de Miguel BENASSAYAG et Florence AUBENAS, « résister, c'est créer » paru en 2012, ou à celui de cet autre philosophe lumineux qu'est Edgar MORIN, sorti une année avant, en 2011, « La voie » dans lequel, évoquant l'émergence et la multiplication de ces multiples crises, économiques, écologiques, sociales, qui secouent le monde à échéances régulières et rapprochées, enchevêtrées dans la grande crise de l'humanité, il pose les jalons d'une « Voie » salutaire qui pourrait se dessiner par la conjonction de myriades de voies réformatrices et nous conduire à une métamorphose plus étonnante encore que celle qui a engendré les sociétés historiques à partir des sociétés archaïques de chasseurs-cueilleurs.

Alors, contre toute évidence, dans l'obscurité qui s'épaissit, il demeure une mince lueur d'espoir, une petite flamme qui continue de danser... et qui nous donne envie de continuer

en pensant que notre action, même modeste, participe de cette myriade d'initiatives citoyennes qui peuvent préparer cette métamorphose.

Dominique GUILLAUME